

20^{ème} Forum économique mondial sur l'Afrique

Près de 1000 participants de 85 pays, dont une dizaine de chefs d'Etats africains, ont participé du 5 au 7 mai au 20^{ème} forum économique mondial (WEF) sur l'Afrique à Dar-es Salam, en Tanzanie. Cette rencontre, intitulée « *repenser la stratégie de croissance de l'Afrique* » et organisée pour la première fois en partenariat avec la Banque africaine de développement (BAD), a été l'occasion de débattre de la résolution des défis des économies africaines face à la crise. Lors de la séance d'ouverture, le président de la Tanzanie, Jakaya Mrisho Kikwete, a insisté sur le potentiel de développement du continent compte tenu de ses importantes ressources naturelles et de la croissance de sa population. Lors de cette rencontre, les liens avec les partenaires économiques des pays en développement, en particulier la Chine, ont également été mis en avant. Selon l'envoyé spécial du gouvernement chinois pour l'Afrique, Liu Guijin, « *La coopération économique et commerciale sino-africaine a réalisé de grands progrès ces dernières années. Le volume des échanges commerciaux bilatéraux ont dépassé 106,8 milliards de dollars en 2008 (...) Toutefois, ils ont diminué de 14% environ pour s'établir à plus de 90 milliards de dollars en 2009, en raison de l'effet négatif de la crise financière internationale* ». Sur la question agricole, le forum a affirmé l'importance de moderniser les politiques agricoles africaines afin de répondre aux enjeux démographiques du continent. La pertinence de la mise en œuvre de ces politiques au niveau de blocs économiques régionaux a été soulignée.

L'ambassadeur américain auprès de l'OMC demande un effort au pays émergents

Michael Punke, l'ambassadeur américain auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) (cf. [Lettre hebdo n°300](#)), a indiqué lors d'une conférence de presse, le lundi 10 mai, que l'avancée des négociations du cycle de Doha dépend avant tout des pays émergents. Selon lui, « *la question est très simple : si les économies avancées, telle que la Chine, l'Inde ou le Brésil, sont prêtes à prendre la responsabilité et la direction [des négociations], alors nous aurons un accord* ». Selon M.Punke, les Etats-Unis sont prêts à négocier « *un accord ambitieux et équilibré* » qui doit prendre en compte l'évolution de l'économie mondiale depuis le lancement du cycle de Doha, en 2001. Par conséquent, il lui semble important que les pays émergents, « *qui ont gagné en stature économique* », ouvrent davantage leurs marchés, en particulier en ce qui concerne les biens industriels. Concernant le commerce des produits agricoles, il redoute que les flexibilités demandées par certains membres puissent devenir des entraves à l'amélioration de l'accès au marché. M.Punke a estimé que l'avancée des négociations sur le volet agricole, en particulier sur l'accès au marché chinois, conditionnera également les progrès sur le dossier coton. Par ailleurs, il estime que trop de pays membres de l'OMC « *mettent sur le compte des Etats-Unis la paralysie des négociations* ». Ainsi, selon lui, les élections américaines à mi-mandat, qui se dérouleront en novembre, n'empêcheront pas le cycle de Doha de progresser. Enfin, il a critiqué les « *grands événements big-bang qui ont échoué par le passé* » et a plaidé pour des processus de négociations aux formes multiples, abandonnant « *les échéances arbitraires* » et s'appuyant sur le travail du groupe des cinq (Etats-Unis, Union européenne, Chine, Brésil et Inde).

La coopération agricole entre le Brésil et l'Afrique se renforce

Les ministres de l'agriculture d'une quarantaine de pays africains se sont rendus au Brésil du 10 au 12 mai pour participer à une rencontre intitulée « *dialogue Afrique-Brésil* ». L'objectif annoncé de cette conférence était de renforcer la coopération bilatérale entre le Brésil et les pays africains dans le secteur agricole. Les exportations brésiliennes à destination de l'Afrique ont connu une croissance importante entre 2003 et 2006, en passant de 2,4 milliards de dollars à 7,5 milliards. « *Nous pouvons offrir à l'Afrique les mêmes politiques de crédit que celles que nous offrons aux agriculteurs brésiliens* », a affirmé Luiz Inacio Lula da Silva, le président brésilien, lors de la séance d'ouverture. Il a également annoncé la mise en œuvre de 10 « *projets pilotes* » de recherche agronomique en faveur de l'Afrique. Cette rencontre a été l'occasion pour les autorités brésiliennes de faire la promotion de leur production de machines agricoles et de leur savoir-faire en matière d'assistance technique dans la recherche agronomique et dans la production d'agro-carburants.

En marge de ce sommet, Lula s'est vu décerner le 10 mai par l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM) le prix de « *champion mondial dans la bataille contre la faim* ». Ce prix récompense le travail effectué par président brésilien lors de ses deux mandats, pendant lesquels la malnutrition au niveau national a chuté de 70% et la mortalité infantile de 47%. Les résultats du vaste programme « *Fome Zero* » (Faim zéro), qui comporte plus de 40 mesures, ont été particulièrement salués par les deux institutions internationales. « *Le président Lula a montré sa capacité à faire remonter en haut des priorités de l'agenda international la question de la malnutrition. Ses efforts dans ce domaine en font un exemple dans le monde* » a commenté Josette Sheeran, la directrice du PAM.

Sources: AFP, Reuters, AWP, All Africa, La Croix, Nations Unies.